

Remue-ménage au Medef

Jeudi 14 avril, dans le cadre de la mobilisation contre la loi El Khomri, ladite « loi travail », une manifestation a eu lieu à Rennes. Un cortège d'une centaine de personnes parti de l'université, toujours occupée malgré les vacances, a rendu une petite visite au Medef local. Surpris et un peu trop tranquilles par les temps qui courent, les quelques représentants rencontrés, faisant semblant de ne pas comprendre notre présence, nous ont demandés de quitter les lieux. Ce que nous avons fait, après ce qui nous semble être la moindre des choses, une symbolique opération de déménagement.

L'action s'est passée comme prévue, et sûrement même, n'en déplaise à Ouest France, un peu trop dans la retenue. Il faut bien le dire, l'action de jeudi dernier était largement sous-dimensionnée par rapport à la violence sociale de la loi patronale que nous impose ce gouvernement et plus largement l'ensemble des politiques libérales qui s'attaquent chaque jour un peu plus à nos acquis et droits sociaux, dégradant concrètement les conditions de travail de millions de salariés.

Mais décidément Ouest France est toujours prêt à gâcher la journée des manifestants et à entacher les mouvements sociaux combattifs. Et ce bougre de Vincent Jarnigon, chef de la rédaction, illustre parfaitement la position de ce journal d'opinion relayant les propos diffamatoires du Medef local aux abois, sans la moindre vérification. Quelques tables et chaises sur le trottoir, autant dire que cela n'est rien face à la violence de ce qui nous attend avec la loi El Khomri. Déménager le local du Medef en sortant le mobilier de bureau aura suffi à Ouest France pour poursuivre son entreprise de décrédibilisation du mouvement social naissant.

Nous n'en doutons malheureusement plus, Ouest France n'est jamais du côté des manifestants. Pire encore, depuis le début du mouvement contre la loi travail, Ouest France s'acharne contre les manifestants prétendument violents tout en faisant semblant d'ignorer la violence du patronat, de la police et du pouvoir politique. Nous le savons, nous n'avons plus rien à attendre de ce journal qui est toujours prêt à nuire au mouvement social, à le diviser. Ouest France déteste la grève et le fait savoir à tous ces lecteurs, les invitants à ne jamais rejoindre le camp des grévistes, à s'y opposer même.

Mais tout de même, une question se pose quand nous lisons l'article de Ouest France:

« Ils étaient cagoulés et certains étaient armés de battes de base-ball et de pioches ». [...] Les manifestants ont alors commencé à tout saccager ». [...] « [ils] ont aussi lancé des tables par les fenêtres ». Ouest france.fr – 14 avril 2016

Qu'a t-il bien pu se passer dans la tête d'Hervé Lejeune, le délégué général de l'union des entreprises 35 ? De quelle jacquerie moderne a t-il bien pu rêver pour affirmer cela au journal Ouest France ?

Cette déclaration délirante, au regard de la photo qui paraît dans l'article, montrant quelques dossiers et classeurs répandus sur le sol, nous indique bien que ces propos font partis d'une opération de propagande visant à effrayer ceux qui seraient susceptibles de nous rejoindre, en nous faisant passer pour une horde de barbares.

Mais ce que cette réaction montre aussi, c'est que nous avons su « frapper » là où nous n'étions pas attendus, chose insupportable aux yeux du pouvoir. Car depuis quelques semaines, en concentrant ses forces de police autour du centre-ville, le pouvoir nous avait presque fait oublier que toutes sortes d'institutions économiques et politiques étaient des cibles de choix dans notre volonté d'interrompre la production, d'arrêter l'économie. Ainsi la semaine passée nous avons pu redécouvrir les joies d'une déambulation dans un centre commercial où les rideaux se baissent à notre passage, le plaisir de vider des locaux de son mobilier sous le regard médusé du porte parole des patrons, ou encore la satisfaction de gâcher la fête, lors d'un festival bien connu, en empêchant les élus de prendre la parole qu'ils monopolisent sans cesse.

Alors, oui ce que nous avons fait jeudi dernier, nous l'assumons. Peut être même, et nous y réfléchissons à l'avenir, avons nous été trop laxistes avec le patronat local, par cette simple opération de déménagement. Car rappelons que le Medef en plus d'avoir réclamé et soutenu la loi El Khomri, ouvre aujourd'hui un nouveau front avec la réforme de l'assurance chômage.

Fort de ce constat, à n'en pas douter, nous avons été trop cléments. Nous le reconnaissons et nous nous excusons volontiers auprès de tous les travailleurs, chômeurs, intermittents et précaires qui sont violemment attaqués par le Medef. La prochaine fois nous serons à la hauteur des attaques, de la violence et de la casse sociale que nous fait subir le patronat.

A très vite...

AGInterprofessionnelle de Rennes, AG de Rennes 2

aginterpro@riseup.net